

## NICOLAS BOUZOU

### *La France saura-t-elle tirer profit de la future croissance mondiale ?*

*Après avoir reçu Henri Guaino, Christian Saint-Etienne et Patrick Artus pour qu'ils exposent leur vision des origines de la crise et des solutions permettant d'en sortir, le Conseil d'analyse de la société a demandé à Nicolas Bouzou de présenter une synthèse critique de ces interventions tout en proposant sa propre analyse de la situation économique de la France à la veille de l'élection présidentielle.*

Je voudrais pour commencer vous soumettre une proposition qui vous semblera peut-être paradoxale : jamais, sans doute, les ressorts de la croissance mondiale n'ont été aussi importants. Nous sommes, à cet égard, dans un contexte très différent de celui des années 30. L'idée, qui revient souvent dans le débat public, selon laquelle nous aurions devant nous dix ou vingt ans de croissance molle est à mes yeux une idée fausse.

#### *Les deux types de croissance et l'avenir du monde*

En prenant un peu de recul, on peut distinguer deux types de croissance : la croissance « schumpétérienne » et la croissance « ricardienne ». La croissance schumpétérienne est fondée sur le progrès technique, de nouveaux produits venant à remplacer d'anciens produits. A l'analyse, ce progrès technique représente les deux tiers de la croissance. Cette croissance a cependant sa face obscure, puisqu'elle génère ce que Schumpeter appelle la « destruction créatrice ». Une partie de la société génère cette croissance et en bénéficie, tandis qu'une autre partie de la société reste sur le bord du chemin. Le solde est cependant largement positif, sinon il n'y aurait jamais d'augmentation de la production, mais il est vrai que le processus génère des inégalités.

Le second type de croissance économique – smithienne ou ricardienne – est due à l'échange et à la division du travail. Elle provient de l'élargissement du marché qui s'offre aux entreprises, lequel

permet de faire des gains à l'échange, de faire des économies d'échelle, des économies de gamme, etc.

Il se trouve que ces deux ressorts de croissance sont incroyablement forts aujourd'hui. La croissance schumpétérienne est très forte, dans la mesure où il n'y a jamais eu un flux d'innovations aussi important qu'aujourd'hui. Par rapport aux vagues d'innovation – la machine à vapeur et ses déclinaisons, l'électricité – qui sont à la base de la révolution industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle, ce à quoi on assiste aujourd'hui est beaucoup plus puissant, avec des implications économiques beaucoup plus fortes. Cela ne se matérialise certes pas encore. Dans l'économie de l'innovation, il y a toujours deux phases, avec une première phase de tâtonnement scientifique où l'on cherche sans vraiment trouver – on a tous à l'esprit ces inventeurs audacieux qui se sont tués en sautant de la falaise d'Etretat avant que l'on comprenne vraiment comment voler et que l'on invente l'aéronautique civile.

Le passage d'un point à l'autre est difficile à anticiper. Aujourd'hui, il y a toute une série de domaines – l'énergie, le vivant, la communication – dans lesquels cette croissance schumpétérienne commence à avoir un impact. Nous n'en sommes qu'au début, mais cela distingue déjà nettement la situation de celle des années 30.

S'agissant de la croissance ricardienne, les ressorts n'ont jamais été aussi forts qu'aujourd'hui. En un laps de temps incroyablement court, ce sont trois milliards de personnes qui sont entrés dans l'économie de marché depuis vingt ans. Là encore, nous assistons à un phénomène de destruction créatrice. Car évidemment les pays émergents sont à la fois des clients et des concurrents, ce qui a des avantages et des inconvénients. Toute l'analyse économique, en particulier l'analyse économique ricardienne, conduit à l'idée que, *in fine*, cet élargissement débouche sur un équilibre plus favorable par rapport à celui qui précédait l'ouverture des marchés. Mais il y a incontestablement une phase de transition qui est difficile et complexe.

Ces deux éléments fondamentaux me rendent incroyablement optimiste. Alors il est vrai que l'on ne parle que de crise, que l'on a assez peu de croissance en France, assez peu dans la zone euro. Aux Etats-Unis, il y a une reprise de l'activité, mais on n'est pas sur les rythmes de croissance d'il y a une dizaine d'années. Pour l'instant, les ressorts de croissance que je viens d'évoquer ne se retrouvent pas dans les chiffres.

### *L'explication de la crise par la déréglementation des marchés*

C'est ici qu'il faut évoquer les analyses de la crise de la zone euro produites par Henri Guaino et nos deux économistes, Christian Saint-Etienne et Patrick Artus. L'analyse d'Henri Guaino consiste

à dire que l'on fait face à une crise des marchés. On aurait oublié les leçons de la crise des années 30. Il y aurait eu une longue période de non réglementation au XIX<sup>e</sup> siècle, aboutissant à la crise des années 30. Puis on a bâti des réglementations bancaires et financières, avant d'assister - à partir des années 80 dans les pays anglo-saxons, vers la fin des années 80 pour le reste de l'Europe - au « détricotage » de ces réglementations. C'est ce détricotage qui aurait conduit à la crise de 2007-2008, puis à la crise que nous connaissons aujourd'hui, laquelle n'en serait que le prolongement.

La crise de 2007-2008 a provoqué une récession. Pour essayer d'écourter la récession, on a mis en place des plans de relance de type keynésien – augmentation des dépenses publiques et baisse des impôts, avec des *mix* différents selon les pays. Cela a plutôt bien fonctionné, puisque les récessions, en 2008-2009, ont été courtes et n'ont pas été très fortes (même si ce furent tout de même les plus fortes depuis la seconde guerre mondiale). Elles ont été courtes parce les Etats sont intervenus, à différents niveaux : relance des économies, protection du système bancaire, etc. Tout cela a coûté très cher et nous a menés vers une crise de l'endettement public. On est passé d'une crise de l'endettement privé à une récession, puis à une crise de l'endettement public. La logique de Guaino consiste à dire que, puisque l'origine de la crise réside dans la déréglementation et le fonctionnement des marchés, la solution se trouve dans la réglementation des marchés.

Cette interprétation ne correspond pas à celle qui est généralement retenue par les économistes. Elle souffre de plusieurs défauts. D'abord, on n'a pas pu montrer de liens entre la déréglementation et la récession. Les études montrent plutôt que lorsqu'on déréglemente un marché, cela aboutit à un surcroît de croissance. Cela s'applique également à la finance. Il n'y a donc pas de lien évident entre déréglementation et récession.

Ensuite, cette explication n'explique pas pourquoi certains pays ont été davantage touchés par la crise que d'autres, ce qui est pourtant le cas. La crise se concentre aujourd'hui dans la zone euro. La situation des Etats-Unis est moins bonne qu'elle ne l'était il y a une dizaine d'année, mais les Etats-Unis auront cette année 2 ou 3% de croissance. Certes, il y a encore du chômage et la reprise ne crée pas autant d'emploi qu'on pouvait le souhaiter ; et puis, il y a désormais du chômage de longue durée, un phénomène jusqu'alors inconnu aux Etats-Unis. Mais la situation des Etats-Unis n'est tout de même pas celle de la zone euro. La situation du Royaume-Uni non plus. A l'intérieur de la zone euro, il y a également des types de pays différents. Aux Pays-Bas ou en Autriche, on ne parle pas de crise : ces pays sont certes sur un régime de croissance qui n'est sans doute pas celui d'il y a dix ans, mais on ne retrouve pas la morosité observée dans les pays de l'Europe méditerranéenne, ou même dans un pays comme la France. L'explication d'Henri Guaino est donc loin d'épuiser la question.

### *L'explication par le déficit de croissance potentielle*

L'explication des économistes, quant à elle, consiste à dire que les pays industrialisés, en particulier ceux de la zone euro, souffrent d'un déficit de croissance potentielle. On appelle « croissance économique potentielle » la croissance de long terme, en dehors des cycles économiques. Il s'agit de la croissance économique qui est liée aux innovations, aux gains de productivité et à la démographie. Ces deux ensembles – un tiers de démographie, deux tiers d'innovation – forment la croissance économique potentielle. Les pays développés souffrent d'un manque de croissance économique potentielle, ce qui se matérialise par des transferts d'activité des pays riches vers les émergents, et donc en conséquence par des pertes d'emplois et des pertes de revenus.

L'endettement est venu compenser ces pertes de revenus, ce qui a permis de maintenir une consommation relativement dynamique. Endettement privé ou endettement public, le débat est presque secondaire. Certains pays, comme l'Espagne, ont eu un recours massif à l'endettement privé. L'Espagne, il y a cinq ans, n'avait aucun problème d'endettement public. Elle est pourtant aujourd'hui dans une situation financière compliquée. A l'inverse, le cas de la France illustre une situation où il y a très peu d'endettement privé, mais avec un endettement public plus important.

### *Quelle gouvernance européenne ?*

Les économistes constatent aujourd'hui que la crise se concentre dans la zone euro. On fait alors intervenir la question de la gouvernance européenne. Dans une zone monétaire unique (avec, donc, un même taux de change et une même politique monétaire), les pays tendent en général à se spécialiser : certains, comme la Grèce et l'Espagne, se spécialisent dans des secteurs qui ne leur permettent pas d'avoir un solde positif. On aurait donc besoin d'avoir des transferts de fonds à l'intérieur de la zone monétaire. C'est ce qu'ont fait les Etats-Unis après les guerres d'indépendance, où le Nord est venu subventionner le Sud. En Europe, il n'y a pas l'équivalent.

La notion d'Europe fédérale est toutefois ambiguë. Si on entend la réaliser à travers l'harmonisation fiscale, on se trompe d'objectif. Les luxembourgeois ont un PIB de 30% supérieur au nôtre : pourquoi voudraient-ils converger avec notre système fiscal ? Cet argument est sans réplique. Par ailleurs, le problème n'est pas propre à la zone euro. Il se pose par exemple avec la Suisse, comme le montre le cas très révélateur de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse. Celui-ci est situé sur la frontière franco-suisse. En fait, géographiquement, il est en France, mais par coutume les entreprises présentes dans l'Aéroport sont de droit suisse : le droit du travail et la fiscalité qui s'appliquent sont de droit suisse. Il y a deux ou trois ans, un arrêt a stipulé que les contrats devraient être requalifiés

en droit français : cinq mille emplois sont partis, et cinquante mille emplois sont susceptibles de partir. Entre le droit du travail suisse et le droit du travail français, malheureusement, il n'y a pas photo ! Ce n'est qu'un exemple, mais il est significatif.

Nous aurions en revanche besoin de transferts financiers. Prenons le cas de la Grèce : la Grèce est en situation de faillite, c'est-à-dire qu'elle ne peut faire face à ses engagements futurs. Ce pays aurait aujourd'hui besoin de l'équivalent de ce dont a besoin Longwy, c'est-à-dire d'une mise sous tutelle, d'une restructuration et de dotations - pas de prêts, mais de dotations, c'est-à-dire de dons. Or, les outils n'existent pas pour cela. On a mis en place d'autres types de dispositifs, qui ont permis de gagner du temps. La solution serait de restructurer les actifs grecs - c'est-à-dire de faire monter en niveau le port du Pirée, l'Aéroport d'Athènes, etc. - avoir des gens pour faire rentrer les impôts et, en contrepartie, resolvabiliser le pays au moyen de dons. C'est un peu ce qu'on fait quand une collectivité locale est mise sous tutelle en France.

Sur ce problème de la gouvernance européenne, on avance en crabe, et le chemin sera long. C'est de cela dont il est question lorsque les économistes parlent d'Europe fédérale, et non d'harmonisation fiscale et réglementaire, laquelle représente un chantier qui prendra quatre siècles. Il s'agirait donc de mettre en place des mécanismes de redistributions à l'intérieur de la zone euro. C'est le principal sujet de gouvernance.

#### *Politique du taux de change et mutualisation des dettes : le blocage allemand*

Henri Guaino a cependant raison sur deux points. D'abord, même si ce n'est pas le sujet principal, il est vrai qu'il y a un problème de régulation financière. Nous sommes en ce moment confrontés au problème du marché des CDS. La Grèce a fait défaut sur une partie de sa dette. On a voulu que cela se fasse sur la base du volontariat, que tous les créanciers aillent voir l'Etat grec pour lui dire « nous faisons nous-mêmes le choix de faire une croix sur nos créances ». Cela s'est passé ainsi pour une grosse partie de la dette, mais pas pour l'essentiel. De fait, la Grèce a fait défaut sur une partie de sa dette. Les créanciers de la Grèce peuvent donc déclencher les assurances sur les prêts - les fameux CDS. Le problème est que ces CDS s'échangent sur des marchés de gré à gré, qui sont de véritables boîtes noires : il n'y a pas de surveillance, pas de régulation. Cela peut être sans conséquence mais tout aussi bien constituer une véritable bombe nucléaire. C'est un vrai sujet, mais de long terme.

Il y a par ailleurs un sujet macro-économique de grande importance, celui d'une relance de type keynésien à court terme. Cela concerne en premier lieu la question du taux de change. Henri Guaino a sur ce point tout à fait raison. On réduit les déficits en Europe – ce qui veut dire qu'on augmente les impôts et qu'on baisse les dépenses. Nul besoin d'être un keynésien intégriste pour comprendre

que lorsqu'on entreprend de réduire des déficits publics en ayant un taux de change surévalué, on est sûr d'avoir une récession. Le taux de change aujourd'hui, après avoir baissé, remonte un peu, et il est toujours surévalué. La baisse des déficits publics, qui est très forte en Grèce, en Italie et en Espagne, se fait donc avec une monnaie surévaluée. Or, on ne trouvera pas d'exemple dans l'histoire d'une telle configuration qui ne se soit pas mal terminée. Autant je suis optimiste sur la question de l'innovation et sur les implications à long terme de la mondialisation, autant sur ce point, qui est un point de court terme, je suis très pessimiste.

Le problème est que les Allemands ne veulent pas entendre parler de cette question. J'ai déjeuné il y a quinze jours avec des députés SPD. Ils m'ont clairement dit qu'il était pour eux inimaginable de s'exprimer sur la question du taux de change. Probablement parce que la manipulation monétaire évoque pour eux la République de Weimar. Consolider nos finances publiques avec un taux de change sur lequel on ne se donne pas de moyens d'action va être extrêmement compliqué.

Un deuxième sujet est mobilisé pour faire de la relance un peu keynésienne. Il y a dans la zone euro des pays qui sont en situation de surendettement, mais il y a aussi des pays qui n'ont pas de problème d'endettement. Comme le dit Patrick Artus, si nous mutualisons tous les endettements – c'est ce qu'on appelle les euro-obligations -, nous deviendrions aussitôt les rois du monde, par rapport au Japon, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. Pour les Allemands, ce sujet est encore pire que la question du taux de change ! Ils sont simplement stupéfaits à son évocation.

On a pu trouver – et ce n'est déjà pas si mal - un point de compromis portant sur les *Project-bonds* : il s'agit bien de mutualisation, d'emprunts faits par plusieurs pays, mais qui porteraient sur des investissements extrêmement précis. Mais quand les Français parlent d'euro-obligations aux Allemands, ceux-ci pensent de prime abord qu'il s'agit de financer des dépenses sociales. C'est la première chose qui leur vient à l'esprit, et cela leur semble une absurdité. De fait, même si on s'est entendu sur ces *Project-bonds*, on ne parvient pas à aller très loin et rapidement dans la direction de la mutualisation de l'endettement.

C'est pourquoi Christian Saint-Etienne considère qu'il y a en fait deux Europe très différentes. Nous traitons, nous Français, pour des raisons politiques, avec les Allemands, les Néerlandais, les Finlandais, etc., mais la vérité, c'est que nous avons des problèmes de compétitivité au regard desquels nous aurions besoin d'un euro faible à court terme, le temps de faire des réformes qui ne pourront, de toute façon, pas produire des effets immédiats. Entre le moment où l'on met en place des pôles de compétitivité et le moment où cela se traduit par un surcroît d'exportations, il faut compter une quinzaine d'années !

*Pourquoi la France s'endette*

Les problèmes de la France à long terme sont des problèmes de croissance potentielle : ces problèmes – innovation, marché du travail – sont parfaitement connus : on peut se reporter au rapport Attali pour cela. Tout le monde sait ce qu'il faudrait faire, depuis même le rapport Pinay-Rueff de 1957. Le problème de la France est qu'on ne sait pas comment le faire : c'est un problème de méthode.

Ce problème de la croissance potentielle est donc bien étudié. L'autre grand problème est celui de la solvabilisation de l'Etat. Là encore, deux thèses s'affrontent. Henri Guaino dit que si l'Etat est devenu insolvable, c'est parce que la déréglementation, la concurrence, l'absence de politique industrielle ont appauvri notre croissance et que l'on est en conséquence obligé d'y suppléer par de la dépense sociale. De leur côté, les économistes disent en général que le problème vient d'un Etat-providence bâti après la guerre sur un modèle bismarckien, c'est-à-dire sur un modèle d'assurance sociale, qui est devenu extrêmement coûteux.

Il existe deux modèles : le modèle bismarckien, qui consiste à mimer l'assurance, et le modèle beveridgien, celui du Royaume-Uni, qui est paradoxalement - car on n'a pas nécessairement cette image du Royaume-Uni – un système nationalisé. Nous avons choisi le modèle bismarckien, lequel est aujourd'hui en difficulté : nous avons de moins en moins d'actifs et un chômage important, ce qui assèche les recettes, tandis que les dépenses augmentent (en conséquence du chômage de masse, il y a plus de chômeurs à indemniser ; les dépenses de santé augmentent, notamment à cause du vieillissement, mais pas seulement).

Il faut bien avoir conscience que lorsqu'on parle de solvabilisation de l'Etat, on parle pour l'essentiel de la dépense publique. Le taux de prélèvements obligatoires en France représente 45% du PIB, le taux de dépense publique, 56% du PIB. Si on veut réduire le déficit public en jouant uniquement sur la fiscalité, il faudrait au bout du compte atteindre un taux de prélèvements obligatoires de 56% du PIB : je ne suis pas sûr que cela soit faisable ! Il existe certes des marges de manœuvre en termes d'augmentation de la fiscalité, mais elles sont assez faibles. Les marges de manœuvre sont du côté de la baisse de la dépense publique.

Ce qui est en cause, il ne faut pas se mentir, ce ne sont pas les dépenses de l'Etat ou celles des collectivités locales. Les collectivités locales représentent 10% de la dépense publique. Cette dépense, on en parle parce qu'on la voit, mais ce n'est pas cela qui coûte cher. Le vrai problème de la dépense publique, c'est la dépense sociale. Elle représente 45% de la dépense publique et augmente de manière endogène sans qu'on parvienne à contrôler cette augmentation. Les déficits des comptes sociaux représentent aujourd'hui entre vingt et vingt-cinq milliards d'euro par an.

*Les vrais sujets dont on ne parlera pas pendant la campagne électorale*

Même si je reconnais volontiers que la position d'expert est confortable et qu'il est difficile de faire de la politique, je suis bien obligé de constater que la campagne actuelle ne traite pas les vrais sujets. Le vrai sujet, c'est l'Etat-providence : si l'on veut toujours avoir une assurance-maladie dans cinq ans, qu'est-ce qu'on fait ? Quelles dépenses de santé faut-il continuer ou au contraire arrêter de financer ? Le coût de traitement des cancers, par exemple, représente cinq milliards d'euros par an. C'est un coût qui croît, non seulement parce qu'il y a de plus en plus de cancers, mais aussi parce que l'on « chronicise » ces cancers : on soigne les cancers durant quinze ou vingt ans, et donc cela coûte cher durant quinze ou vingt ans, avec des traitements qui sont de plus en plus ciblés.

Bien entendu, le financement du traitement des cancers fait partie de notre pacte social. Mais, du coup, cela pose le problème du remboursement des médicaments que l'on prend dès qu'on a un peu mal à la gorge, et surtout celui du paiement à l'acte des médecins. Si je propose à ma fille de lui donner un euro toutes les fois qu'elle fera son lit, elle aura fait cinq fois son lit au bout d'une heure ! Or, on paye les médecins de cette manière-là ! La durée moyenne de visite chez le médecin est aujourd'hui de treize minutes !

Si on revient au sujet des collectivités locales, il faut bien voir que ce qui coûte cher, ce ne sont pas les collectivités locales en elles-mêmes, mais l'absence de coordination avec les préfetures et les sous-préfetures, les doublons entre les collectivités locales, les préfetures ou sous-préfetures et l'Etat parisien. En matière de croissance potentielle, que fait-on pour que la recherche publique et la recherche privée fonctionnent un petit peu mieux ? Qu'est-ce qu'on fait en matière de marché du travail ?

Que fait-on en matière de fonctionnement de la zone euro ? Je vous donne encore un exemple, pour vous montrer que le débat public n'est pas toujours au bon niveau. Nous venons de réaliser l'Europe fédérale en signant l'accord européen. Quand un Etat mettra en place dans le cadre d'un projet de loi de finance, ou même d'un PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) une mesure qui aura un coût de plusieurs milliards d'euros, il faudra demander l'autorisation à la Commission européenne. Cela veut dire que des mesures telles que la baisse de la TVA dans la restauration, la suppression de la publicité sur France Télévision ou la retraite à soixante ans seraient aujourd'hui interdites. Cela, c'est fait, c'est l'objet du dernier traité, mais je n'ai pas le sentiment que les gens en aient réellement pris conscience ! Le prochain projet de loi de finance devrait à cet égard avoir des vertus pédagogiques ! Nos députés vont devoir apprendre à vivre sous protectorat allemand. Ces sujets-là ne sont pas abordés.

Ma conclusion est donc la suivante : il y a lieu d'être optimiste si l'on considère l'activité au niveau mondial, mais je n'ai pas de réponse à la question de savoir si la France en profitera ou pas. Les mutations que j'ai décrites au début de mon intervention se traduisent par un décentrage du monde. C'est la théorie de Braudel : une innovation, un décentrage. On a connu cela au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le décollage de l'économie européenne. Avant la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, le PIB cumulé de la Chine et de l'Inde représentait 65% du PIB mondial. Il a chuté au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle. Il est intéressant de noter qu'au moment du « grand bond en avant », la part du PIB chinois est tombée à 0% du PIB mondial. Les phénomènes d'innovation technologique correspondent donc à des moments de décentrage du monde. L'optimisme qui caractérisait le début de mon intervention doit à cet égard être légèrement nuancé.

### **Discussion avec le Conseil d'analyse de la société**

#### **Luc FERRY**

Cette analyse pourrait me semble-t-il constituer la base d'un magnifique discours politique. Le travail des politiques pendant la campagne électorale devrait être d'expliquer aux gens ce qui se passe. Ce qui est fascinant, c'est que la plupart des Français ignorent tout de ces sujets. Or, je suis certain que cela les passionnerait de comprendre enfin quelque chose à la situation.

#### *Le blocage des Allemands et le silence des Français*

L'analyse montre qu'une synthèse est possible entre les points de vue d'Henri Guaino, de Christian Saint-Etienne et Patrick Artus. Ce que dit Henri Guaino sur la compétitivité me paraît juste. Même si, dans le calcul de la croissance potentielle, on peut voir, les nouveaux entrants comme des marchés possibles, il est vrai que, pour l'instant, ce sont plus des concurrents que des clients. Quand les coûts de production des entreprises chinoises sont vingt-cinq fois inférieurs aux nôtres, cela signifie qu'il n'y a pas d'Etat providence, pas de syndicats, ni de charges sociales. Cela pose un sacré problème. Dans ce contexte d'entrée des BRIC dans le circuit de la consommation et de la production à l'occidentale, le fait de n'avoir aucune politique ni sur les taux de change, ni sur aucun autre sujet, une BCE qui passe par le FMI pour prêter ensuite aux Etats endettés à des taux de 4%,

de 5%, voire de 6%, alors qu'elle prête à 1% aux banques, cela n'a pas de sens. Je ne vois pas pourquoi la BCE est obligée de passer par les banques privées pour prêter aux Etats !

### **Nicolas BOUZOU**

L'unique raison tient au blocage des Allemands. La divergence des perspectives est forte entre eux et nous. Je pense que François Hollande ne se rend pas compte qu'avec son idée de renégociation des accords, il va placer son gouvernement dans une situation extrêmement compliquée à partir du mois de juin, dans la mesure où même la gauche allemande est totalement rétive à cela.

### **Luc FERRY**

Cette réticence des Allemands n'est pas seulement due à Weimar et au nazisme. Je crois qu'il s'agit d'une hostilité à l'idée que les Français (sans parler des Grecs, des Italiens et des Espagnols) leur demande des concessions dans l'unique but de financer des dépenses de fonctionnement.

Je comprends très bien que l'on ait signé ce traité pour rassurer les Allemands. Il est vrai que nous n'avons pas été sérieux et qu'il fallait leur donner des gages de crédibilité en signant le traité. Mais puisqu'on rassure les Allemands sur le désendettement de la France, puisque, en signant le traité, on leur signifie qu'on va être enfin sérieux, pourquoi ne pas essayer de leur faire accepter en retour, au nom de la raison, les contreparties de la rigueur qui paraissent nécessaires ? Je ne comprends pas pourquoi les politiques ne tentent pas au moins de le dire. Ils pourraient dire : « Nous avons un désaccord avec nos amis Allemands, parce que, quand nous faisons des propositions, ils redoutent que ce soient pour favoriser le laxisme français. Nous avons donc dû signer ce traité pour les rassurer, mais nous avons une autre idée de l'Europe et nous allons essayer de les en convaincre. » Que l'on explique les choses, tout simplement !

### **Christine ALBANEL**

Pourquoi le dire ? En disant les choses, on souligne l'existence de divergences massives et l'impossibilité d'obtenir l'accord de l'Allemagne sans offrir de solutions.

### **Luc FERRY**

L'intérêt consiste à mettre les propositions sur la table. Si on ne lance pas une idée dans le débat public, il n'y a aucune chance qu'elle aboutisse. Et puis, il n'y a pas que l'Allemagne ! L'Italie, l'Espagne et la Grèce pourraient être d'accord avec nos propositions.

### **Vincent CHRQUI**

Il n'y a pas vraiment de secret. La France a plaidé pour des solutions permettant de mutualiser au maximum les difficultés. L'Allemagne a refusé. Finalement on a trouvé un compromis, qui offre à l'Allemagne un traité qui fixe des règles budgétaires plus strictes, et en face, le mécanisme de solidarité financière qui permet à un ensemble de pays d'apporter des garanties. Ce n'est pas l'équivalent des eurobonds, mais c'est le niveau juste en-dessous. Pourquoi les Allemands ne veulent-ils pas des eurobonds ? Parce qu'ils considèrent que ce n'est pas à eux d'apporter des garanties, d'engager leur signature et l'argent de leurs contribuables pour des pays qui ont géré moins bien qu'eux. C'est quelque chose que l'on peut comprendre, même si l'on souhaiterait qu'ils soient un peu plus solidaires.

Le problème est qu'on ne peut faire les eurobonds sans l'Allemagne. Si on faisait cela avec les Italiens et les Grecs, cela ne servirait rigoureusement à rien. Il faut une signature qui puisse attirer les marchés. On était obligé de trouver un compromis. On pourrait même plaider que ce que les Allemands ont cédé sur le Mécanisme de stabilité financière est quelque chose de solide et de concret, alors qu'adopter des règles budgétaires reste assez théorique : cela repose beaucoup sur la crédibilité des engagements de chaque gouvernement.

### **Luc FERRY**

Je comprends parfaitement cette argumentation. Le problème est que ce mécanisme d'aide aux Etats qui sont endettés consiste à mettre de l'argent dans un système qui est vicié. C'est de l'argent perdu ! On met de l'argent à fonds perdu : c'est le tonneau des Danaïdes ! Il faudrait plaider pour un système qui soit viable dès le départ. Ce que Christian Saint-Etienne et Patrick Artus proposent, c'est une Europe fédéralisée à neuf ou dix, avec une péréquation financière, les eurobonds, etc. Nicolas a parfaitement raison de rappeler qu'il ne faut pas confondre l'harmonisation fiscale, qui est impossible, avec la péréquation financière. Mais si on ne met pas un tel système en place, on est mort ! Je comprends très bien que madame Merkel ne veuille pas sauter sans parachute, mais pourquoi nous, dans le débat public, ne le disons-nous pas ? Si l'idée n'est pas défendue dans le débat public, elle n'a aucune chance de réussir. Ce n'est pas parce qu'on est en campagne électorale qu'il ne faut pas dire la vérité. Cela engage d'ailleurs un vrai débat moral et politique, et même stratégique. A-t-on intérêt à dire la vérité ? Je suis convaincu que oui.

*L'avenir sera radieux (mais pas tout de suite)*

### **Etienne KLEIN**

Je voudrais revenir sur la distinction entre les deux types de croissance. La nouveauté n'est-elle pas qu'ils sont désormais totalement intriqués, ce qui fait qu'on ne peut plus les séparer : si l'on veut conquérir de nouveaux marchés, il faut avoir chez soi de fortes ressources d'innovation. La faiblesse de l'Europe se situe peut-être sur cette question du couplage entre la recherche fondamentale et sa déclinaison sous forme de développement industriel. Certains rouages semblent défaillants. On le voit par exemple chez nous à propos des nanotechnologies : il y a toute sorte de questionnements qui retardent le processus, alors que dans des pays comme la Chine, ces questionnements n'ont pas cours, ce qui fait que les choses vont très vite.

### **Nicolas BOUZOU**

Les deux types de croissance, en effet, se renforcent. Le progrès technologique accroît la mondialisation dans la mesure où cela abaisse le coût relatif des communications (au sens large) ; en retour, la mondialisation accroît la concurrence et contraint donc les entreprises à incorporer ces nouvelles technologies dans leurs processus de production. Par ailleurs, il me semble clair qu'en matière de nanotechnologies, de cellules souches ou de décodage du code génétique, Paris n'est pas vraiment l'épicentre.

### **Malek CHEBEL**

Que se passera-t-il si les émergents arrivent au niveau des pays développés, notamment sur le plan de l'innovation scientifique et technique ? Une telle perspective autoriserait-elle toujours l'optimisme pour ces pays que l'on considère aujourd'hui comme « développés » ?

### **Nicolas BOUZOU**

Quand je me projette à dix ou quinze ans, je vois vraiment un monde merveilleux, avec des pays émergents qui sont devenus riches et démocratiques. A l'exception peut-être des pays francophones de l'Afrique subsaharienne, l'ensemble du monde que l'on appelait autrefois « sous-développé » est en train de monter sur l'échelle du développement, y compris des pays de l'Afrique subsaharienne tels que la Tanzanie, le Ghana, le Botswana ou le Mozambique. Pour les pays émergents, en dehors de quelques accidents, la croissance sera permanente. De leur côté, les pays développés tireront tout de même un peu de bénéfices de ce nouvel état du monde : même si Paris n'est pas le cœur de l'innovation, cela sera forcément bon pour nous. La richesse, bien sûr, se concentre vers l'épicentre, mais elle se diffuse.

Quand je me projette à deux ans, en revanche, je suis très pessimiste. Mais ces deux projections ne sont pas antinomiques. Quand on fait un peu d'histoire économique, en considérant précisément

l'histoire de l'innovation, il apparaît qu'il y a toujours deux phases : une phase de tâtonnements, très problématique pour une partie de la population, et puis une deuxième phase où tout le monde s'enrichit. Au XIX<sup>e</sup> siècle, il y a vraiment eu une dégradation de la condition des travailleurs au début de la révolution industrielle. Ensuite on a vu naître le concept de croissance économique, la montée de l'espérance de vie, etc. Si l'on remonte à la naissance de l'agriculture, Jared Diamond montre que cela a été une invention formidable, mais qui s'est traduite au début par une diminution de l'espérance de vie, en raison des difficultés du travail, des phénomènes de contamination par les animaux, etc. Il y a donc toujours une première phase de transition très problématique, qui laisse des gens sur le bord du chemin, puis ensuite une phase d'expansion.

*La fiscalisation de la sécurité sociale : une réforme nécessaire mais insuffisante*

### **Pierre-Henri TAVOILLOT**

Quel type d'action peut-on concevoir sur les taux de change ?

### **Nicolas BOUZOU**

Aucune action, en réalité. Quand la banque centrale monétise la dette en achetant les obligations d'un Etat, cela crée une offre de monnaie et cela fait baisser le taux de change. C'est ce qui explique ce grand mystère pour beaucoup de gens : l'Europe est au bord de la dislocation, mais l'euro demeure cher par rapport au dollar. Cela s'explique tout simplement par le fait que la zone euro a monétisé 2% de la dette européenne, tandis que les Etats-Unis ont monétisé 7 à 8% de la dette américaine, ce qui fait baisser le dollar.

### **Xavier OUVRARD**

On discute du problème européen et du blocage allemand, mais il y a tout de même des choses que nous pouvons faire nous-mêmes, au niveau national. Prenons l'exemple de l'investissement. Dans notre pays, il y a beaucoup d'intelligence et des entreprises magnifiques : si elles avaient des marges de manœuvre, ce que l'on appelle l'excédent brut d'exploitation – en gros, un peu moins d'impôts, un peu plus de possibilité d'investissement -, on pourrait créer de l'emploi. La TVA sociale, par exemple, est une solution qui peut permettre de favoriser l'investissement, même si c'est en partie au détriment du pouvoir d'achat. Y a-t-il d'autres mesures, auxquelles on pourrait penser pour agir sur notre territoire et qui iraient dans le même sens ?

### **Nicolas BOUZOU**

Je pense en effet que l'on sous-estime l'impact des mesures que l'on pourrait prendre au niveau de chaque pays en faveur des entreprises. La question des entreprises est complexe. Il y a beaucoup de choses qu'on ne voit pas et qui pénalisent les investissements des entreprises. Il y a en premier lieu l'instabilité fiscale. Il existe trois types de fiscalité : la bonne fiscalité, la mauvaise fiscalité et la fiscalité instable. L'idéal, c'est bien sûr la bonne fiscalité. La mauvaise fiscalité n'a pas de conséquences graves, dans la mesure où on la contourne. Le pire, c'est l'instabilité fiscale, parce qu'on ne peut pas la contourner. Or, au cours des cinq dernières années, en matière d'instabilité fiscale, on a été servi ! On a fait tout ce qu'il était possible de faire ! L'impact de cette instabilité fiscale est assez difficile à quantifier, de même que celui de la réglementation et de l'instabilité réglementaire. Toujours est-il que ce sont là des problèmes qui peuvent être réglés au niveau national.

Par ailleurs, je suis aussi un partisan de la fiscalisation de la sécurité sociale - que ce soit par la TVA, la CSG ou l'impôt sur le revenu me paraît presque secondaire. Le problème est que si on ne réforme pas le « volume d'affaire » de la sécurité sociale, les dépenses vont progresser très vite. C'est un système endogène. En 2050, le coût de la santé sera le double de celui des retraites. La fiscalisation de la sécurité sociale est une excellente chose, mais c'est un exercice qui a des limites : on ne fait jamais que se tourmenter l'esprit pour voir quelle pourrait être la répartition optimale du fardeau !

Il y a un magnifique sujet de réflexion pour un pays comme la France, qui a un impact évident sur la question de la compétitivité et de la croissance : dans un Etat providence comme le nôtre, qu'est-ce qui fait partie de la solidarité, et qu'est-ce qui fait partie de l'assurance ? Il y a là un chantier intellectuel d'une importance considérable.